

# L'économie rennaise résiste au ralentissement de la croissance

## L'ÉDITO

« Une nouvelle fois l'écosystème rennais fait preuve de résilience face au ralentissement de la croissance économique en Europe et dans le monde en 2018. Cette nouvelle édition de Vigiéco met en avant la force de nos secteurs d'excellence comme le numérique et l'agroalimentaire qui continuent d'innover et de créer des emplois. Signal fort de son attractivité, le tissu économique rennais s'affiche au fil des années en capacité de mobiliser toujours plus de fonds. Plus de 100 millions d'euros ont été levés en 2018, un record.

Dans cet environnement dynamique, Rennes Métropole doit constamment réaffirmer et réadapter sa politique de soutien au tissu économique. En la matière, l'année 2018 a été particulièrement riche. A commencer par le rapprochement entre Rennes Atalante et la French Tech Rennes Saint-Malo, qui a donné naissance au Pool, nouvel outil incontournable de l'accompagnement de nos entreprises technologiques. En matière de promotion économique, la campagne « Rennes accélère », pilotée par Destination Rennes, commence à s'afficher à l'étranger. L'appel à expérimentations dans le cadre de l'évènement international des nouvelles mobilités InOut a quant à lui reçu plus de 40 projets, dont 14 sont déjà réalisés ou en passe de l'être sur notre territoire. Enfin, Rennes Métropole s'est porté solidaire aux côtés de la Région pour relancer juridiquement et financièrement le Centre Culinaire Contemporain, outil au service de l'innovation de l'écosystème alimentaire breton.

A n'en pas douter, toutes ces initiatives seront bénéfiques dans les années à venir pour notre territoire. »



**Gaëlle Andro**  
Vice-présidente de  
Rennes Métropole,  
déléguée au  
développement  
économique, à l'emploi et  
aux finances

L'environnement mondial demeure incertain. « Quatre nuages », selon les propos du FMI, menacent l'économie mondiale. Le conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine a accéléré la croissance du commerce mondial au 3<sup>e</sup> trimestre 2018 par anticipation de l'instauration de lourds droits de douanes. La concrétisation de ce renforcement des barrières douanières est le facteur majeur d'incertitude et de tensions. Les autres nuages sont le ralentissement de la production chinoise, la remontée des taux d'emprunt dans un monde très endetté et le Brexit qui pèse déjà sur les investissements et donc sur le PIB britannique. La croissance mondiale est désormais entrée dans une phase de ralentissement économique qui devrait se confirmer en 2019.

En France, la progression du PIB se redresse modérément et atteint 0,3 % sur les deux derniers trimestres de 2018. Plus de 200 000 emplois ont été créés dans l'hexagone en un an, et le taux de chômage demeure inférieur à 9 %. Les prévisions de l'Insee anticipent une croissance plus faible en 2019 (1,3 %) bien que les entreprises disposent toujours de taux d'emprunt favorables, et que le pouvoir d'achat des ménages augmente, dynamisé par les mesures de soutien du gouvernement et les prix du pétrole abordables.

L'aire métropolitaine rennaise confirme sa capacité de résistance face au ralentissement global de l'économie. Ses effectifs salariés privés ont progressé de 2 % sur un an, ce qui représente 4 800 emplois supplémentaires. Le taux de chômage se stabilise sous la barre des 7 % faisant de Rennes la zone d'emploi où le taux de chômage est le plus faible comparativement aux autres grandes

agglomérations françaises. Signe de dynamisme, les recrutements franchissent de nouveau un niveau record. 29 000 embauches ont été réalisées dans l'aire urbaine rennaise. Aussi, le nombre de défaillances d'entreprises au second semestre 2018 n'a jamais été aussi bas depuis 12 ans. La cellule de veille du conseil de développement souligne la bonne santé des entreprises et de l'activité en 2018, malgré une croissance contrainte par les difficultés de recrutements des entreprises. Seuls points d'inquiétude, l'intérim recule de 13 % sur un an, le montant des impayés des entreprises remonte après avoir atteint un point bas et le climat des affaires se replie comme en témoignent l'enquête de la CCI d'Ille-et-Vilaine.

À l'échelle des écosystèmes rennais, les secteurs du numérique, des services supérieurs et opérationnels s'inscrivent dans le temps comme les premiers pourvoyeurs d'emplois rennais (+ 2 100 en un an). L'hôtellerie-restauration, la construction et le commerce de détail gagnent ensuite le plus d'emplois (+ 1 460). Les effectifs de l'industrie augmentent plus modérément (+ 360). Très liés à ce secteur, les activités de transport et logistique et de commerce de gros augmentent leurs effectifs de 530 salariés privés.

Les grands indicateurs économiques demeurent donc positifs pour l'économie rennaise même si leur tendance au ralentissement appelle à rester vigilant.

## L'EMPLOI ET LA MASSE SALARIALE

### Retour à la normale : 2 % de croissance de l'emploi sur un an

Après d'importants gains d'emploi en 2017, la croissance des effectifs salariés privés ralentit sur un an dans la zone d'emploi de Rennes (+ 4 834 emplois) comme à toutes les échelles. Avec 2,7 % de croissance, la métropole de Rennes fait preuve de résilience et tire vers le haut les gains d'emplois de l'aire métropolitaine. Ce n'est pas le cas de la périphérie rennaise qui est entrée dans une phase de stabilité de ses effectifs salariés privés, après avoir connue une période plus favorable.

Toutefois, on observe qu'après une faible croissance des effectifs salariés privés au premier trimestre 2018 sur la zone d'emploi, les gains d'emplois ont doublé au troisième trimestre en dépassant la barre des 1 000 emplois supplémentaires. De manière concomitante, le taux de croissance du PIB national progresse de nouveau après un premier trimestre à 0,2 %.

### Les secteurs des services aux entreprises, du numérique, de l'hôtellerie-restauration connaissent les plus fortes progressions de l'emploi

Sur un an, 62 % des gains d'emploi de la zone d'emploi de Rennes se font dans les secteurs du numérique (+ 765), des services supérieurs (+ 703) et opérationnels (+ 636), ainsi que dans l'hôtellerie-restauration (+ 698).

Plus finement, la restauration rapide continue de recruter. Les entreprises de services numérique, de sécurité et de nettoyage poursuivent également leurs recrutements au second semestre 2018.

En revanche, le secteur de l'automobile réduit ses effectifs (- 6,8 %). Le plan de départ de PSA, toujours en cours de manière comptable, explique largement ce résultat. Alors que les effectifs présents sur le site de production sont en croissance en 2018 et devraient l'être aussi en 2019.



### EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ ET MASSE SALARIALE

Territoire	Emploi au 30/09/2018	Évol. Emploi 3 <sup>e</sup> trim. 2018	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an	Évol. Masse salariale % sur 1 an
<b>ZE*de Rennes</b>	<b>247 100</b>	<b>0,4%</b>	<b>4 834</b>	<b>2,0%</b>	<b>4,4%</b>
Ille-et-Vilaine	318 000	0,4%	5 180	1,7%	4,0%
Bretagne	822 800	0,2%	10 540	1,3%	3,3%
France entière	18 416 200	0,1%	207 418	1,1%	3,4%

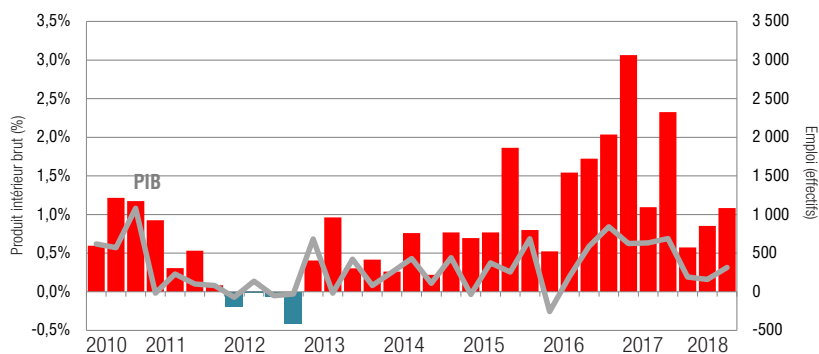
Source : ACOSS - URSSAF - DARES (Effectifs intérimaires) - Données CVS  
\* ZE : Zone d'emploi

### ZOOM SUR RENNES MÉTROPOLITAIN

Territoire	Emploi au 30/09/2018	Évol. Emploi sur 1 an	Évol. Emploi en % sur 1 an	Évol. Masse salariale % sur 1 an
<b>Ville de Rennes</b>	<b>72 128</b>	<b>1 106</b>	<b>1,6%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Rennes Métropole</b>	<b>168 460</b>	<b>4 486</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,7%</b>
ZE de Rennes	234 471	4 483	1,9%	4,3%
Ille-et-Vilaine	301 487	5 804	2,0%	4,1%

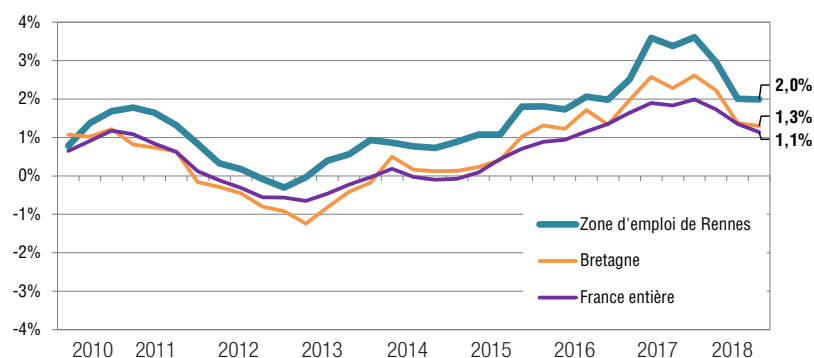
Source : ACOSS - URSSAF - Données brutes - Hors intérimaires

### ÉVOLUTION COMPARÉE DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DANS LA ZONE D'EMPLOI DE RENNES ET DU PIB FRANÇAIS



Source : ACOSS - URSSAF Cellule statistique Bretagne (Données CVS) - INSEE (PIB en volume)

### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ



Source : ACOSS - URSSAF Cellule statistique Bretagne

### Croissance de l'emploi : des disparités plus importantes entre les territoires

Sur un an, plus de 200 000 emplois salariés privés supplémentaires ont été créés en France (100 000 de moins que dans l'édition précédente). Les principaux gains d'emplois se concentrent sur l'arc atlantique, la méditerranée et la région lyonnaise. Les départements des métropoles de Lyon, Bordeaux, Toulouse et Nantes continuent de surperformer. Les emplois en Loire-Atlantique augmentent de 2,7 % sur un an, soit 11 869 actifs. La région Île-de-France conserve son niveau de croissance en volume (+ 67 000) et en variation (+ 1,4 %). À l'opposé, 29 départements du centre et du nord-est perdent des emplois (- 8 135 emplois). Quant à l'Ille-et-Vilaine, sa croissance est de 1,7 % pour 5 180 emplois supplémentaires. Le département est au 15<sup>e</sup> rang français pour son taux de croissance entre le Bas Rhin (Strasbourg) et les Bouches-du-Rhône (Marseille) et au 13<sup>e</sup> rang pour son volume d'emplois créés devant l'Hérault (Montpellier), le Nord (Lille) et les Alpes-Maritimes (Nice).

### L'emploi intérimaire recule de 13 %

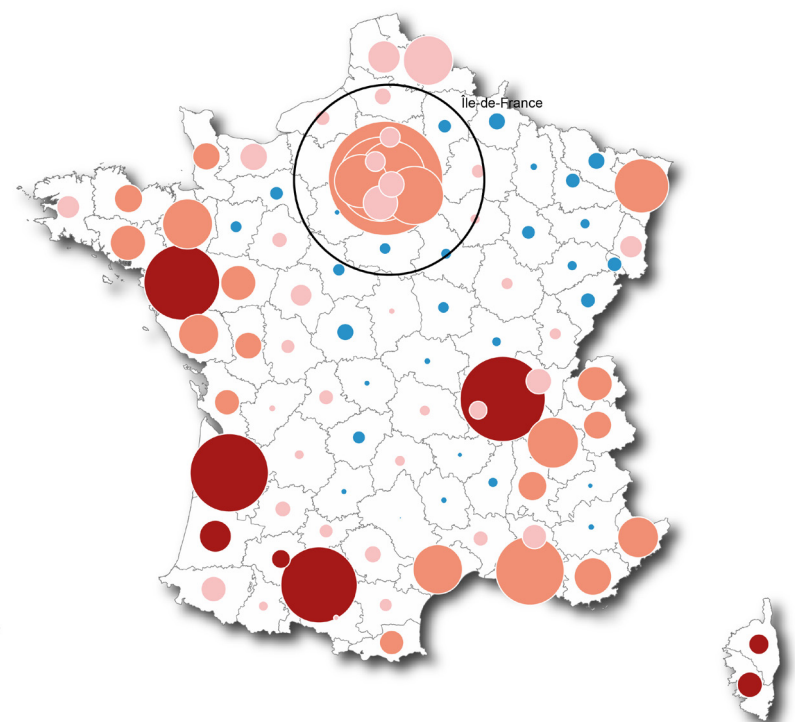
L'intérim diminue, mais reste à un niveau élevé au-dessus de la barre des 10 000 emplois en équivalent temps plein (ETP). Premier secteur créateur d'emplois, la construction concentre 27 % de l'intérim et voit ses effectifs se contracter de 8 % sur un an. Dans l'industrie automobile, la diminution est plus forte. Les effectifs ETP reculent de 62 % dans l'aire métropolitaine rennaise. Les services aux entreprises ont également diminué (- 35 %) sur un an.

Sur les 5 derniers mois, l'intérim amorce un mouvement de stabilisation de ses effectifs en concédant une perte d'emplois modérée (- 2 %).

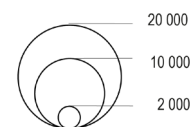
Variable d'ajustement notamment en situation de ralentissement économique, l'évolution à la baisse de l'intérim dans le bassin rennais peut avoir plusieurs origines. Au-delà de la simple réduction des effectifs, cela peut provenir de l'augmentation des contractualisations plus durables (CDD, CDI et CDI intérimaire) et de la multiplication de contrats courts (inférieurs à 5 jours) au détriment de contrats intérimaires plus longs.

**10 800**  
intérimaires  
(ETP)

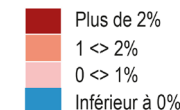
### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ PAR DÉPARTEMENT



Evolution sur 1 an (effectifs)  
Fin 3<sup>e</sup> trimestre 2017 à fin 3<sup>e</sup> trimestre 2018



Evolution sur 1 an (%)



Moyenne France métropolitaine: +1,1%



Source : ACOSS-URSSAF-DARES- Cellule statistique Bretagne

### ÉVOLUTION DE L'EMPLOI INTÉRIMAIRE EN ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ DANS LE BASSIN DE RENNES

Secteur d'activité	Effectifs fin octobre 2018	Évolution sur 1 an	Évolution sur 5 mois
Construction	3 003	-8%	3%
Transports & logistique	1 315	-6%	7%
Commerce	1 048	-14%	1%
Industrie Agroalimentaire	1 692	0%	14%
Industrie Automobile	434	-62%	-55%
Industrie Electronique & machinerie	311	-5%	-7%
Industries Ecoactivités	334	-7%	-19%
Autres industries	911	4%	0%
Services aux entreprises	712	-35%	-9%
Autres activités tertiaires	1 053	3%	5%
Agriculture	33	38%	18%
<b>Intérim total</b>	<b>10 846</b>	<b>-13%</b>	<b>-2%</b>

Source : Pôle Emploi Bretagne - proche du périmètre de l'aire urbaine, le bassin d'emploi de Rennes couvre 158 communes

## Plus de 29 000 embauches au troisième trimestre

En augmentation depuis 2014, les embauches en contrats longs (plus de 31 jours) poursuivent leur croissance et atteignent un niveau record au troisième trimestre 2018 grâce à l'accélération des recrutements en CDI (+ 17 % en un an). L'économie présentielle connaît la plus forte augmentation des embauches. Ce sont les secteurs du commerce (4 673) de l'hôtellerie-restauration (4 125), et la construction (2 417) qui recrutent le plus. En termes d'évolution, le taux de croissance des embauches du secteur des transports est la plus forte (+ 25 %), suivi de de la construction (+ 22 %) et de l'hôtellerie-restauration (+ 17,5 %).

L'augmentation des recrutements peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs : une bonne activité saisonnière, des embauches en CDI intérimaire ou en CDI comme dans la restauration rapide et un report des recrutements du deuxième trimestre au troisième dû aux grèves SNCF.

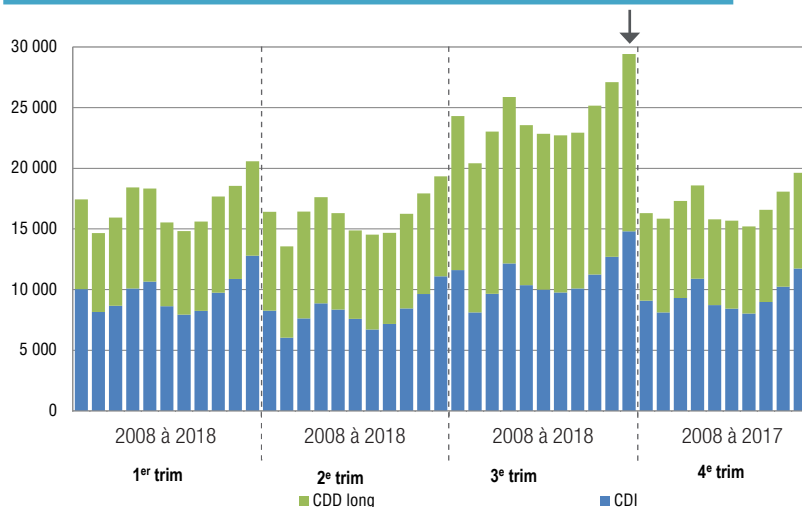
## Le taux de chômage se stabilise sous la barre des 7%

Après plusieurs trimestres de baisse, le taux de chômage de la zone d'emploi de Rennes se stabilise sous les 7 % et reste inférieur de 2 points au taux national. Comparativement aux autres zones d'emploi des métropoles, Rennes a le taux de chômage le plus faible devant Nantes et Grenoble. La Bretagne est la région française dont le taux de chômage est le plus bas (à égalité avec les Pays de la Loire). Le département d'Ille-et-Vilaine se classe également dans le haut du classement, à la 11<sup>e</sup> position sur 96.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue légèrement (- 0,4 %) dans la zone d'emploi. En revanche, le nombre de catégories ABC augmente de 0,6 % comme dans les autres grandes métropoles (+ 0,2 %). Les moins de 25 ans en demande d'emploi connaissent la baisse la plus significative (- 0,9 %). À l'inverse, les personnes de plus de 50 ans ont davantage de difficultés à trouver un poste (+ 2,4 %). Structurellement, la part des femmes parmi les demandeurs d'emploi augmente en un an de 0,4 points.

Avec un volume de 29 100 en décembre 2018, le nombre de chômeurs de longue durée continue d'augmenter localement (+ 4,2 %) comme à l'échelle nationale (+ 4,4 %). Ils représentent 4,4 chômeurs sur 10 dans la zone d'emploi de Rennes. La proportion de chômeurs de longue durée est équivalente dans les autres métropoles françaises.

## DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE EN CONTRAT LONG



Source : ACOSS - URSSAF - DPAE de l'aire urbaine de Rennes

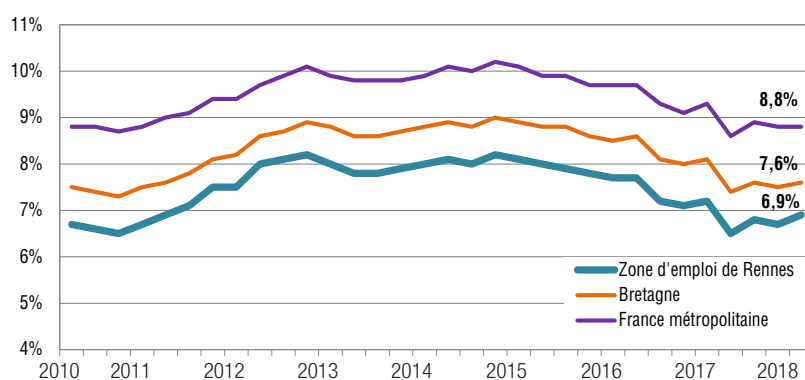
## ÉVOLUTION DES DEMANDEURS D'EMPLOI (DEFM)

Territoire	Catégorie A			Catégories ABC		
	4 <sup>e</sup> trim. 2018	Évol. sur 1 an	Évol. sur 6 mois	4 <sup>e</sup> trim. 2018	Évol. sur 1 an	Évol. sur 6 mois
ZE de Rennes	33 770	-0,4%	6,6%	64 800	0,6%	4,0%
Bretagne	148 110	-1,8%	10,0%	270 510	-0,8%	4,3%
ZE grandes métropoles *	1 370 290	-1,1%	3,9%	2 158 250	0,2%	2,9%
France métropolitaine	3 478 600	-1,5%	5,9%	5 681 130	-0,3%	3,0%

Source : STMT - Pôle Emploi - DARES (Données brutes)

\* Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille-Aix, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Rennes, Strasbourg, Toulon et Toulouse

## ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE



Source : INSEE - Taux de chômage localisés - Données CVS

Taux de chômage  
**6,9 %**

**29 000**  
Recrutements en contrat longs au 3<sup>e</sup> trimestre 2018

## LA SANTÉ FINANCIÈRE DES ENTREPRISES

### Le montant des impayés demeure à un bas niveau en 2018

Malgré la hausse du montant des impayés des entreprises en 2018, l'indicateur reste à un niveau très satisfaisant et se fait écho de la bonne santé des entreprises en matière de trésorerie et de carnets de commandes. Cependant, cette évolution des impayés n'est pas exclusive à l'Ille-et-Vilaine ; elle s'inscrit dans une dynamique identique à l'échelle nationale et régionale.

### Des entreprises plus nombreuses à déclarer une diminution de leur chiffre d'affaires

Les déclarations d'évolutions des activités des entreprises breilliennes sont le reflet d'un climat d'incertitude accentué par les manifestations des « gilets jaunes » et le ralentissement économique local et mondial. Les entreprises locales sont 35 % à déclarer un chiffre d'affaires en baisse, alors qu'elles étaient seulement 18 % une année auparavant. De manière symétrique, le nombre d'entreprises dont l'activité était en croissance, a reculé de 14 points. Pour la première fois depuis 2014, le solde d'opinion\* devient négatif (- 7,9 points). Seul le secteur du BTP présente un solde à l'équilibre.

\* Différence entre le nombre de chiffres d'affaires en hausse et en baisse selon les déclarations des sondés.

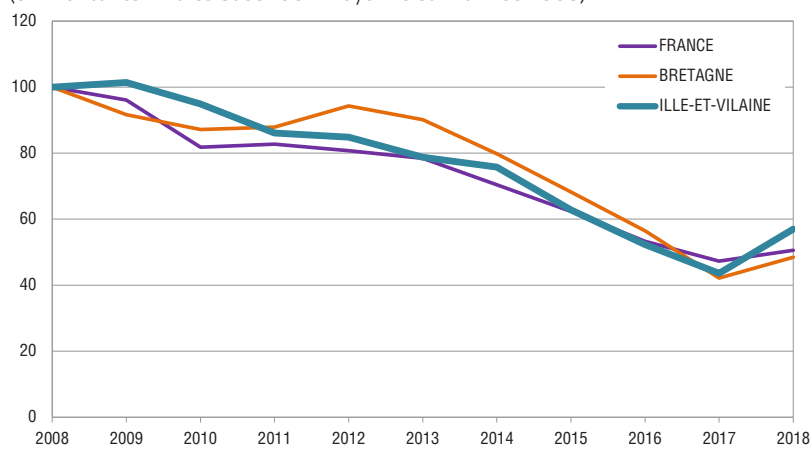
### Défaillances d'entreprises : leur plus bas niveau depuis 12 ans

Tous les types d'ouvertures de procédures collectives diminuent comparativement au premier semestre (-14%). Elles atteignent un niveau historiquement bas celui du second semestre 2006.

L'essentiel des grandes entreprises en difficulté exercent dans le secteur de la construction (Charpentes Française, SRBG, David Landais maçonnerie, etc.). De manière plus modérée, certaines entreprises de l'écosystème alimentation (machinisme agricole, transformation, commerce de gros...) et du commerce de détail (meubles, chaussures, habillements...) ont ouvert des procédures collectives. Les premiers chiffres de 2019 témoignent d'une fragilisation de l'activité commerciale notamment en raison des manifestations récurrentes et du manque d'engouement pour les soldes qui ont entraîné une hausse des défaillances au mois de janvier.

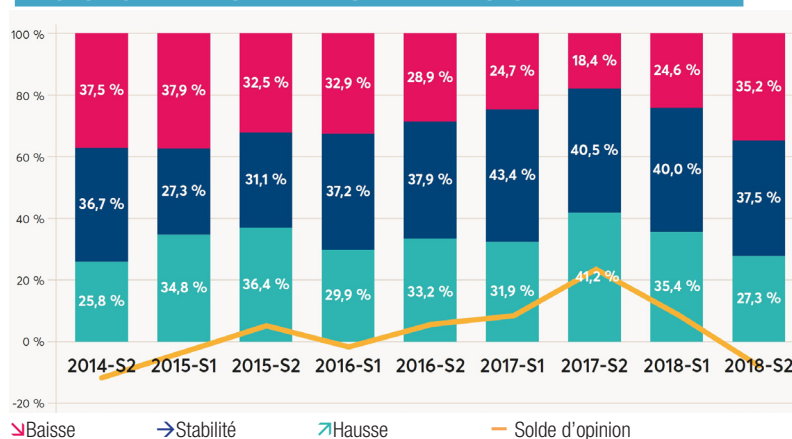
## LES CRÉANCES IMPAYÉES DES ENTREPRISES

(en montants : indice base 100 : moyenne sur l'année 2008)



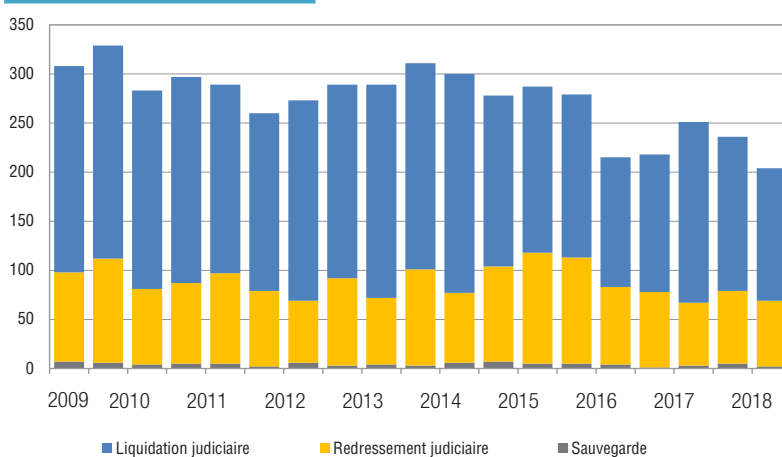
Source : Banque de France - Direction régionale Bretagne

## ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DES ENTREPRISES D'ILLE-ET-VILAINE



Source : CCI Ille-et-Vilaine – Observatoire économique de Bretagne

## OUVERTURES DE PROCÉDURES COLLECTIVES AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES



Source : Greffe du tribunal de commerce de Rennes



*Cette note livre une synthèse des faits marquants de l'actualité économique locale, parus dans la presse durant le semestre. L'analyse ne prétend pas à l'exhaustivité ; il s'agit d'une sélection d'informations.*

## Industrie automobile

### **Groupe PSA (Chartres-de-Bretagne) 3 327 salariés**

Plus de 100 000 véhicules ont été produits en 2018, l'usine de la Janais prévoit de dépasser la barre des 130 000 voitures en 2019. L'industriel continue de recruter et estime avoir besoin de 500 personnes supplémentaires en 2019. Cependant, il rencontre des difficultés pour trouver une main d'œuvre qualifiée.

### **Cooper Standard (Rennes) 400 salariés**

L'usine de la Barre-Thomas est rachetée par le groupe allemand Continental dans le cadre de la cession des activités antivibratoires de Cooper Standard. 50 salariés vont être mutés sur le site de production de Vitré et le reste de l'effectif sera préservé à Rennes.

### **Wimetal (St-Jacques-de-la-Lande) 29 salariés**

Le fabricant de pots d'échappement a prévu d'arrêter son activité en 2019. 11 salariés pourraient continuer de travailler pour l'usine PSA de la Janais.

## INDUSTRIE AUTOMOBILE : TROIS FAITS MAJEURS

### **Le nouveau C5 renforce la toile industrielle de PSA en Ille-et-Vilaine**

Le nouveau SUV breton sollicite les sous-traitants locaux pour sa construction. Les planches de bord et panneaux de portes viennent de Faurecia à Bains-sur-Oust, les boucliers plastiques avant et arrière sont réalisés par Plastic Omnium à Guichen, les roues sont assemblées chez MC Synchro également à Guichen. Cooper Standard réalise les joints des ouvertures à Vitré et Continental produit les pièces antivibratoires à Rennes. Enfin, les compresseurs de climatisation sont signés Sanden à Tinténiac. Bref, c'est un écosystème local qui profite du succès du C5, même si ce secteur se restructure en permanence comme le montre la fermeture Wimetal et le rachat de l'usine de Cooper Standard par Continental.

### **Le futur de la mobilité se dessine dans les rues de Rennes**

L'évènement annuel rennais dédié à la mobilité intelligente « InOut » impulse une nouvelle dynamique expérimentale de haute technologie dans la métropole. Première en France en milieu ouvert à la circulation, deux navettes autonomes électriques circulent sur le campus de Beaulieu à une vitesse de 15km/h. Elles peuvent transporter jusqu'à 15 personnes et assurent des trajets sur 1,5 km environ.



## Écosystème alimentation

### **Sodiaal (Rennes)**

La banque européenne d'investissement prête 40 millions d'euros à la coopérative laitière pour son plan de R&D qui comprend son nouveau centre de recherche rennais.

### **Phytocontrol (Vezin-le-Coquet) 8 salariés**

Le laboratoire spécialiste de la sécurité alimentaire des eaux et des aliments s'implante dans la métropole rennais.

### **Végépolys (Rennes)**

Le pôle de compétitivité spécialiste du végétal s'installe à Rennes dans les locaux du centre culinaire.

### **Centre culinaire contemporain (Rennes) 11 salariés**

Après avoir été placé en redressement judiciaire en 2018, le centre culinaire prend un nouveau départ avec la présidence du dirigeant de Valorex et le soutien de Rennes Métropole et de la Région Bretagne.

### **BS (ex-Bouchers Services) (Rennes) 400 salariés**

Forme ses nouveaux salariés à l'aide d'une application de réalité virtuelle développée par l'entreprise rennais Artefacto.

### **Adventiel (Pacé) 200 salariés**

Spécialiste de l'agro-tic développe un assistant vocal permettant à l'agriculteur d'effectuer des tâches quotidiennes sans utiliser ses mains.

### **Groupe Avril (Bruz) 450 salariés**

Regroupe ses équipes dans son nouveau campus de 13 000 m<sup>2</sup> construit par le groupe Legendre.

## Logistique alimentaire

### **Groupe STG (Noyal-sur-Vilaine) 735 salariés**

Le numéro deux français de la logistique frigorifique est racheté par le fonds français Hivest Capital Partners. Ce changement doit permettre de répondre aux nouveaux enjeux de la logistique et garantir un fort développement à l'international. La division fret hors frigorifique reste sous contrôle de la famille Gautier.

### **Le Roy Logistique (Bourgbarré) 100 salariés**

Son nouveau site logistique de 25 000 m<sup>2</sup> tourne à plein régime. Une extension de 11 000 m<sup>2</sup> est à l'étude pour répondre aux commandes des groupes agroalimentaires comme Lactalis et Triballat.

### **Biocoop (Tinténiac)**

L'enseigne d'alimentation biologique construit une plateforme logistique de 35 000 m<sup>2</sup> et créera 250 emplois. Elle doit être opérationnelle au premier trimestre 2019.

### **Lidl (Liffré) 175 salariés**

Agrandit également sa plateforme logistique de 13 000 m<sup>2</sup> pour atteindre 48 000 m<sup>2</sup>.

## LE SECTEUR ALIMENTAIRE MISE SUR L'INNOVATION ET L'INVESTISSEMENT

### **Innovation et agrotic : deux relais de croissance de l'agroalimentaire bretonnais**

L'excellence du pôle de recherche rennais, tant dans les entreprises comme Sodiaal et Avril que dans les établissements de l'enseignement supérieur et de recherche ou dans les organismes dédiés à l'innovation comme le centre culinaire contemporain, forme une plateforme de recherche et d'innovation qui dynamise l'ensemble de l'écosystème alimentaire. Il permet notamment de voir fleurir des entreprises positionnées sur des relais de croissance comme l'agrotic (ex : Adventiel).

### **Les acteurs de la logistique alimentaire poursuivent leur croissance**

Élément essentiel de la chaîne de valeur alimentaire, la logistique est composée d'entreprises majeures dans l'aire métropolitaine rennais comme le groupe STG qui répond aux besoins locaux et internationaux de l'agroalimentaire. En croissance, ces établissements sont le signe d'un secteur qui continue de bien se porter.

### Cellule de veille du Codev



Le secteur de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire s'inquiète particulièrement des conséquences du Brexit. Quand sera-t-il effectif ? Quelle ampleur aura-t-il sur le commerce avec les entreprises britanniques ? En 2017, 83 % des exportations bretonnes de « biscuits et pâtisseries de conservation » ont été réalisées depuis l'Ille-et-Vilaine. Secteur exportateur, l'écosystème alimentaire pourrait être significativement impacté. En outre, ces incertitudes s'inscrivent dans un environnement de croissance déjà limité par les difficultés de recrutements des entreprises qui ont sans aucun doute limité les gains d'emploi en 2018. La cellule de veille souligne également la bonne santé des entreprises et de l'activité et un retour à la normale des grands indicateurs économiques après une année 2017 exceptionnelle.

## Innovation

### **B-Com (Cesson-Sévigné) 70 salariés**

L'Arcep autorise l'institut de recherche technologique d'expérimenter la 5G sur le territoire rennais. Cet accord va permettre de développer de nouvelles briques technologiques pour l'internet des objets (IoT), la ville intelligente, la réalité virtuelle ou encore la télémédecine.

### **AS2D**

Arkéa Sécurité et Delta Dore créent ensemble une nouvelle entreprise qui s'adresse au marché objets et services connectés pour les professionnels de l'habitat.

### **Alt-en-tic**

Energency (Rennes) et 4 autres start-ups de l'ouest fondent cette nouvelle entreprise afin de créer une chaîne de valeur complète de l'intelligence énergétique. Son ambition est de fournir une offre complète en matière de réseaux électriques intelligents et ainsi répondre aux objectifs de performance énergétique de l'industrie du futur.

### **Atos (Rennes) 284 salariés**

Le groupe français présent à l'international crée un laboratoire de co-innovation « inno'labs » à Rennes.

### **Kerlink (Thorigné-Fouillard) 78 salariés**

Son avance technologique lui permet de s'associer avec une entreprise argentine afin d'accélérer la distribution de ses solutions en Amérique du Sud. Elle ouvre également une filiale au Japon.

## Internationalisation

### **Néo-Soft (Rennes) 239 salariés**

Le groupe rennais qui a conquis la France s'implante maintenant à l'international (en Allemagne et Tunisie) et projette de s'installer sur la péninsule ibérique.

### **Dolmen (St-Grégoire) 80 salariés**

Présente en Espagne, Italie, Luxembourg et au Portugal, l'entreprise poursuit son développement international et envisage des rachats et partenariats en Allemagne, Belgique et Angleterre.

### **Advalo (Rennes) 50 salariés**

Le numéro un du marketing digital en France projette de se développer à l'international en commençant par le plus grand marché, les Etats-Unis.

### **Blacknut (Rennes) 7 salariés**

L'entreprise de streaming de jeux vidéo décroche trois partenariats majeurs avec Amazon, Samsung et AT&T. Blacknut pense son avenir à l'international notamment aux Etats-Unis et au Canada.

### **Klaxoon (Cesson-Sévigné) 150 salariés**

La PME rennais s'associe avec Microsoft pour diffuser son offre à travers la suite de travail collaboratif destinée aux entreprises (Teams). Elle prévoit de recruter 150 personnes.

## Développement d'activité

### **Enensys Technologies (Cesson-Sévigné) 39 salariés**

Enensys Technologies acquiert Expway, le spécialiste des solutions logicielles d'optimisation des flux sur les réseaux mobiles, pour 4,6 millions d'euros.

### **Ausy (Rennes) 166 salariés**

Le cabinet conseil recrute 120 personnes supplémentaires entre Rennes et Nantes.

### **Akerva (Rennes) 65 salariés**

Fort d'une croissance annuelle de ses activités de 250%, l'entreprise de cybersécurité compte doubler ses effectifs en 2019.

### **IMT Atlantique (Cesson-Sévigné)**

Réalise un bâtiment dédié à la cybersécurité.

## L'ÉCOSYSTÈME NUMÉRIQUE POURSUIT SON ASCENSION

### Les entreprises du numérique confirment leur montée en puissance

Alors que les indicateurs économiques montrent des signes de faiblesses, l'actualité témoigne du développement de l'écosystème. Portées par des levées de fonds importantes et le soutien d'acteurs locaux comme nationaux (Irt B-com, BPI France, fonds d'investissement...), les entreprises du numérique innovent dans la métropole et se développent à l'international à l'image de Blacknut qui a décroché des contrats importants avec des grands groupes mondiaux.

### Un secteur d'excellence et diversifié

L'aire métropolitaine rennaise confirme son excellence dans une grande variété d'activités numériques. L'écosystème s'adresse à de multiples marchés de la cybersécurité (Akerva, Orange, Airbus...) à l'internet des objets (Kerlink, B-com) en passant par les entreprises de services numériques, le spatial (Unseenlabs) ou le webmarketing dont les acteurs se sont réunis à Rennes lors du salon Inbound. Autre moment fort du numérique à Rennes, la conférence Digital Tech dédié à l'émergence des tendances numérique et des usages a réuni, en novembre 2018, 1 500 participants autour de trois thématiques : digital assistant, digital food et digital love.

### Cellule de veille du Codev



L'économie rennaise est forte de synergies entre la recherche publique et les entreprises, notamment dans le numérique. Elles se matérialisent dans les laboratoires communs (Labcom). L'Université de Rennes 1 en compte huit. À la pointe de la recherche, ils fonctionnent en partenariat avec une entreprise pour développer des technologies avancées. Ces labcoms s'adressent à plusieurs secteurs comme le spatial pour MERLIN (l'IETR et Thales Alenia Space) qui développe les antennes satellitaires du futur. On peut citer également GreenCARE (l'université de Rennes 1, l'institut des sciences chimiques de Rennes, le CNRS et la société Demeta) qui met au point des procédés chimiques plus efficaces et plus respectueux de l'environnement grâce à leur travail sur les catalyseurs polymétalliques.



## Financement des entreprises

### **Bretagne Télécom (Châteaubourg) 60 salariés**

Lève 20 millions d'euros pour financer son déploiement national et réaliser des opérations de croissance externe. Elle compte également recruter 20 salariés supplémentaires.

### **Unseenlabs (Rennes) 4 salariés**

La société lève 7,5 millions d'euros et prévoit d'envoyer au premier semestre de cette année 20 nanosatellites en orbite afin de surveiller le trafic maritime mondial.

### **Woleet (Rennes) 5 salariés**

Le spécialiste de la blockchain, qui fabrique des preuves numérique à partir de cette technologie, lève 1 million d'euros.

### **Newcy (Rennes) 8 salariés**

L'entreprise spécialiste des gobelets réutilisables pour les entreprises lève 1 million d'euros pour se déployer à l'échelle nationale.

### **MonEmprunt.com (Rennes) 15 salariés**

La start-up recrute et lève 1,5 million d'euros pour financer sa communication nationale et son programme de recherche.

### **Mensia Technologies (Rennes) 4 salariés**

Lève 1,3 millions d'euros pour commercialiser son dispositif médical révolutionnaire pour soigner le déficit cognitif de l'enfant.

### **NG Biotech (Guipry) 12 salariés**

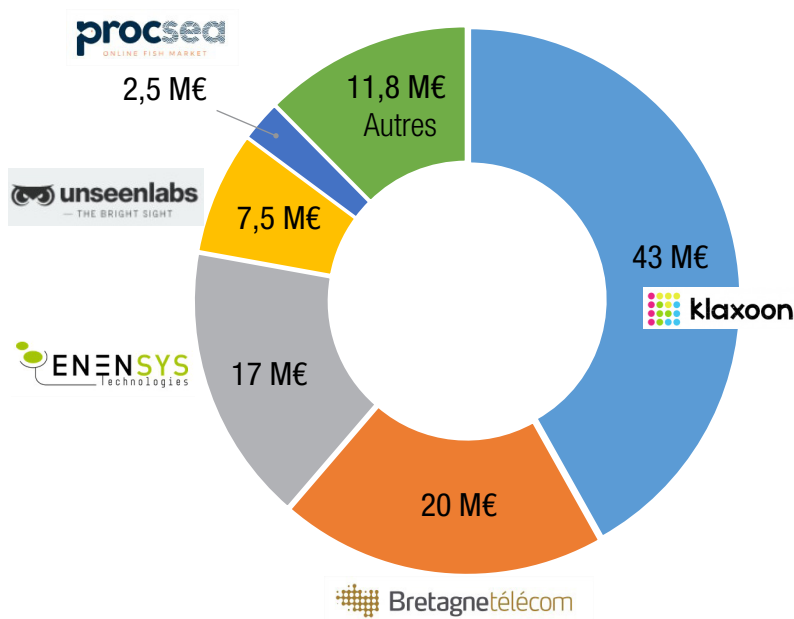
L'entreprise spécialisée dans les solutions disruptives en matière de diagnostic médical et biologique, lève 3 millions d'euros pour accélérer son développement à l'international et diversifier ses produits.

## FINANCEMENT DES ENTREPRISES : DES LEVÉES DE FONDS RECORDS

### Plus de 100 millions d'euros levés en 2018

À l'échelle française le montant des levées de fonds a augmenté de 65 %. Ce qui représente un total de 3,3 milliards d'euros levés en 2018. Dans l'aire métropolitaine rennaise, les levées de fonds atteignent un niveau record. 102 millions d'euros ont été investis en 2018, particulièrement dans les secteurs porteurs ou les relais de croissance comme la e-santé, l'agrotic et l'économie verte ou encore le spatial. La dynamique devrait se poursuivre en 2019 comme en témoignent les premières levées de fonds de NG Biotech ou Dolmen (9 millions d'euros).

### LEVÉES DE FOND 2018



### AUTRES LEVÉES DE FOND

- MonEmprunt.com
- Mensia Technologies
- Artesa
- Ekolis
- Artesa
- Follow
- Newcy
- Woleet
- Tibot Technologies
- Biosency
- Cocoonr
- Mapui Labs
- Agriloops
- Frigo Magic
- Kingstone (marque Pita Pit)
- Happy Blue Fish

## Écosystème santé

### **CHU (Rennes) 7 860 salariés**

Une infirmière de l'hôpital révolutionne la relation avec les patients. Elle a créé une application accessible par internet « TraLELHo » qui traduit les principaux échanges entre le personnel médical et le patient. 138 langues sont prises en charge.

Le centre hospitalier investit 3 millions d'euros dans un nouveau robot de haute technologie pour la chirurgie mini-invasive.

### **Vivalto Santé (St-Grégoire) 750 salariés**

Le groupe est en discussion pour racheter Capio France, un des plus grands acteurs français du secteur des cliniques privées. La société acquiert aussi la Clinique Notre-Dame à Vire en Normandie, après avoir repris deux cliniques en Nouvelle Aquitaine en début d'année.

### **Triskem International (Bruz) 13 salariés**

Le spécialiste des hautes technologies dédiées à la médecine, dont la chimie analytique ou la médecine nucléaire, crée 12 emplois avec le soutien de la Région Bretagne.

### **Mensia Technologies (Rennes) 14 salariés**

Lève 1,3 millions d'euros pour commercialiser son dispositif médical révolutionnaire pour soigner le déficit cognitif de l'enfant.

### **NG Biotech (Guipry-Messac) 12 salariés**

L'entreprise spécialisée dans les solutions disruptives en matière de diagnostic médical et biologique, lève 3 millions d'euros pour accélérer son développement à l'international et diversifier ses produits.

### **MaPUI Labs (Rennes) 10 salariés**

Hospiville est la nouvelle plateforme de MaPUI Labs qui a levé 500 000 euros en 2018 pour la mettre au point. Elle vise à sécuriser la prise en charge médicamenteuse des patients durant leur parcours de soins.

### **Biosency (Rennes) 6 salariés**

La start-up rennais lève 800 000 euros pour industrialiser dans une entreprise malouine son dispositif médical de suivi et de prévention des insuffisances respiratoires chroniques.

### **Moovency (Rennes)**

La jeune entreprise a développé Kimea. L'application se base sur un algorithme qui détecte les troubles musculo-squelettiques en milieu industriel.

### **Follow (Rennes)**

La start-up lève 1 million d'euro pour commercialiser sa solution qui bouleverse la prise en charge et le suivi des patients de la salle d'attente à la consultation.

### **Bialtis (Melesse) 4 salariés**

Récompensé par un prix national d'excellence « I-lab » pour la création d'un alliage en titane biocompatible pour les implants et dispositifs médicaux, la société recrute 11 CDI avec le soutien du Conseil régional de Bretagne.

### **Hoppen (ex-Télécom Santé) (Cesson-Sévigné) 42 salariés**

Aidée par l'Union européenne, l'entreprise de digitalisation des hôpitaux innove et se rapproche de l'INSA et de Zetapush pour créer une solution qui détecte la chute des patients (première cause de mortalité en EHPAD).

### **My Robotics (Liffré)**

La start-up déménage de la station F pour l'incubateur de Canon à Liffré dans le but d'industrialiser son dispositif médical d'électrogustométrie.

## L'INNOVATION AU CENTRE DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME DE LA SANTÉ

### L'innovation porte le développement de la santé

Avec l'éclosion de l'e-santé, l'écosystème a trouvé un nouveau relais de croissance aux perspectives de développement très larges qui répond aux nouveaux usages et besoins des patients comme aux nouvelles pratiques médicales. Les solutions de digitalisation des hôpitaux et le suivi du patient dès la salle d'attente par Follow illustrent l'accélération de la montée en puissance du numérique dans les nouveaux produits de la santé. Dans cette évolution, les acteurs rennais sont soutenus par des levées de fonds plus nombreuses en 2018, à l'image de NG Biotech qui mobilise 3 millions d'euros et Mensia Technologie qui (1,3 millions d'euros). Au-delà des activités liées au numérique, le secteur met au point des hautes technologies uniques comme l'alliage en titane de Bialtis ou la médecine nucléaire de Triskem international.

## SOURCES DES DONNÉES

### ACOSS-URSSAF

Le champ de l'URSSAF couvre l'ensemble des cotisants exerçant leur activité en France (Métropole et Dom) dans le secteur concurrentiel, qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'État ou des collectivités locales), la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

Il est très proche de ceux de l'UNEDIC (hors grandes entreprises nationales) et de l'INSEE (qui inclut l'emploi à domicile). Pour le secteur de l'agriculture, la branche du recouvrement n'a qu'une couverture marginale par rapport à la Mutualité Sociale Agricole (MSA). Cette dernière est présente également dans le domaine des industries agroalimentaires (IAA), du commerce de gros et des services financiers, pour lesquels la couverture des URSSAF n'est donc pas totale.

**Emploi salarié privé.** Les effectifs salariés diffusés correspondent au nombre de salariés inscrits au dernier jour de la période renseignée dans le bordereau de cotisations (BRC), et la Déclaration sociale nominative (DSN) qui, depuis mars 2015, se substitue progressivement au BRC. Chaque salarié compte pour un, quel que soit son temps de travail.

**Masse salariale.** L'ensemble des rémunérations sur lesquelles repose le calcul des cotisations des assurances sociales, des accidents du travail et des allocations familiales.

**Embauches de plus d'un mois.** CDI et CDD de plus d'un mois (31 jours). La déclaration préalable à l'embauche (DPAE) recense les intentions d'embauches de tout salarié, quelles que soient la nature et la durée du contrat.

### DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DEFM)

La DARES et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- **catégorie A :** demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- **catégorie B :** demandeurs tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- **catégorie C :** demandeurs ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- **catégorie D :** demandeurs non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- **catégorie E :** demandeurs non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

### GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES

Les défaillances d'entreprises correspondent à l'ouverture d'une procédure collective selon les perspectives de poursuite d'activité de l'entreprise et les pouvoirs du dirigeant.

**La sauvegarde.** L'entreprise n'est pas en état de cessation de paiements, mais ne peut surmonter seule ses difficultés. Le tribunal va mettre en place un plan de sauvegarde facilitant la réorganisation de l'entreprise.

**Le redressement judiciaire.** L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes. Le tribunal va mettre en place un plan destiné à pour-

suivre l'activité, maintenir l'emploi et apurer le passif.

**La liquidation judiciaire.** L'entreprise est en état de cessation de paiements et n'est plus en mesure de payer ses dettes courantes, de plus, son redressement est manifestement impossible. Le tribunal va liquider l'entreprise (activité arrêtée et actifs liquidés).

Le ressort territorial du Greffe du Tribunal de commerce de Rennes comprend l'aire métropolitaine de Rennes et les territoires de Vitré, Fougères et Redon. Le reste du département est couvert par le Greffe du Tribunal de commerce de Saint-Malo.

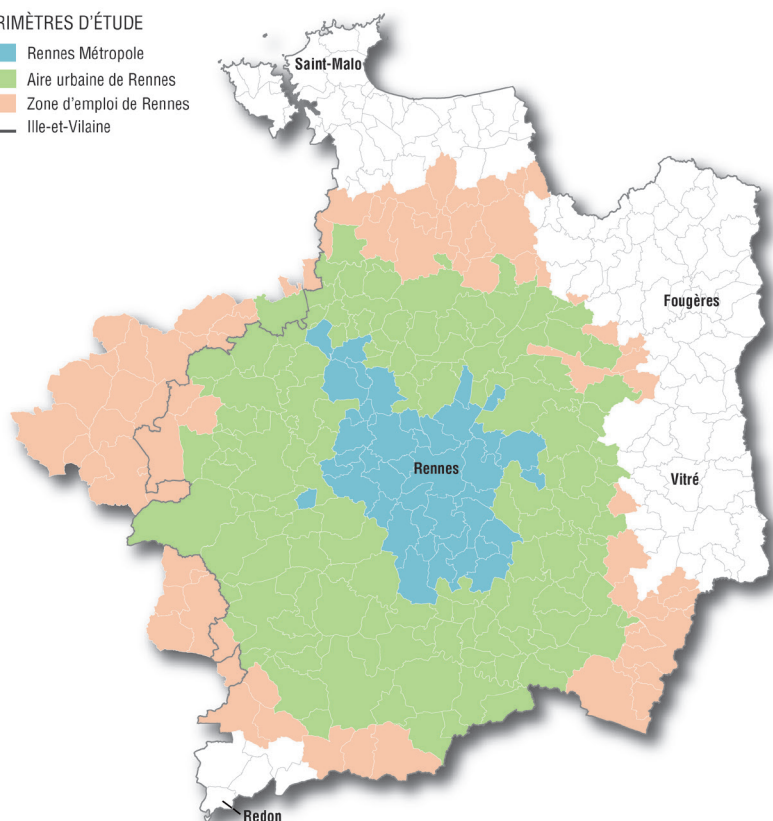
### BANQUE DE FRANCE

#### Les créances impayées

Les établissements de crédit déclarent à la Banque de France les incidents de paiement-effets de créances dès lors qu'ils constatent un défaut de paiement à l'échéance ou à la présentation des ordres de paiement d'une entreprise. La Banque de France enregistre dès le premier Euro les incidents de paiement-effets afin d'assurer l'exhaustivité de la base. La situation résumée des incidents de paiement sur les 15 mois est diffusée aux établissements de crédit et assureurs-crédit ainsi que le détail des incidents supérieurs ou égaux à 1 524 Euros.

#### PÉRIMÈTRES D'ÉTUDE

- Rennes Métropole
- Aire urbaine de Rennes
- Zone d'emploi de Rennes
- Ille-et-Vilaine





#### Contacts

Christophe Le Page, Ronan Viel, Hélène Rasneur (Audiar)  
Gaëlle Chapon (Audiar-Conseil de dév.)  
Christine Guémené (Cellule statistique URSSAF Bretagne)



#### Composition de la cellule de veille

##### Copilotes :

Hervé LE JEUNE, *Union des Entreprises pour l'Ille-et-Vilaine*  
Patrick SOULIER, *CGT 35*

##### Membres :

*APEC, APECITA, Banque de France, C.E.E.I. Créativ, CCI Ille-et-Vilaine, Chambre d'Agriculture de Bretagne, Fédération Française du Bâtiment en Ille-et-Vilaine, Fédération Syntec, Fondation Rennes 1, Insee Bretagne, Pôle Emploi – DR Bretagne, Randstad, Syndex, Union Régionale des Scop de l'Ouest, URSSAF*